

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Lille, le 27/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV NORD EST (Ex SITA NORD EST)

Rue de l'Ecluse de mardyck
59760 GRANDE SYNTHÉ

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\SUEZ RV Nord Est (NORVALO) Grande Synthe_070.02027\2_Inspections\2022 04 12 Conditions générales d'exploitation\RAPPORT\SUEZ RV NORD EST_grande-synthe_RAPVI_0007002027.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST (Ex SITA NORD EST) implanté Rue de l'Ecluse de mardyck 59760 GRANDE SYNTHÉ. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2022. Annoncée par courriel du 22/03/2022, elle a notamment pour but de faire le point sur les niveaux actuels d'activité du site et d'aborder les modifications envisagées par l'exploitant sur le site au regard du développement de son activité D.E.E.E.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST (Ex SITA NORD EST)
- Rue de l'Ecluse de mardyck 59760 GRANDE SYNTHÉ
- Code AIOT dans GUN : 0007002027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SUEZ RV Nord-Est exploite, sur la commune de GRANDE SYNTHÉ, un centre de transfert de déchets qui a pour activité la réception et le prétraitement de déchets par regroupement en vue de leur valorisation ou élimination en filière adaptée.

Le site est soumis, par arrêté préfectoral au 10 mai 2005 modifié par APC du 16 avril 2010, à

autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'installation est implantée le long de la route de l'écluse de Mardyck sur un terrain d'une largeur d'environ 30 mètres pour une longueur d'environ 400 mètres. L'entrée du site se fait par un portail situé au Nord du terrain, la sortie a lieu au niveau du portail Sud. Une voirie unique relie un portail à l'autre en desservant au passage les aires de stockage dont une partie est localisée dans un bâtiment industriel prévu à cet effet.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- niveaux d'activités du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations effectuées dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 2.3.	/	Sans objet
Réception des déchets - conditions générales	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 2.4.4.	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 2.6.	/	Sans objet
Dispositions relatives au compostage de déchets verts	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 19	/	Sans objet
Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site présente au moment de l'inspection un bon état de propreté. L'exploitant a mis en place et respecte les procédures réglementaires en matière de réception, et de tri-transit-regroupement des déchets. Un certain nombre d'activité n'est plus réalisé sur place suite aux évolutions du site au cours des dernières années.

Bilan des constats hors points de contrôles :

Les activités du site ont évoluées depuis quelques années avec notamment l'arrêt du compostage, du broyage du bois et d'autres matières végétales, de la récupération des métaux, et du stockage de pneumatiques et de vieux papiers.

L'exploitant indique d'autre part son souhait de développer l'activité de tri, transit, regroupement de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques à hauteur de 7 000 tonnes par an (l'arrêté d'autorisation en cours sur le site limite l'admission de D.E.E.E. à 5 000 tonnes par an).

L'exploitant souhaite donc mettre à jour son arrêté d'autorisation de façon à prendre en compte ce nouveau volume d'activité ainsi que les évolutions du site précitées.

L'inspection précise que la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relative aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, s'appuie désormais sur un volume susceptible d'être entreposé exprimé en mètres cubes.

1. Supérieur ou égal à 1 000 m³

2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000m³

Enregistrement

Déclaration

L'inspection invite l'exploitant à déposer un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation nécessaires à l'évaluation des impacts de ces modifications et un classement des activités mis à jour avec les rubriques et quantités actualisées. L'exploitant se prononcera au travers de ce dossier sur les rubriques qu'il souhaite maintenir ou non sur le site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Opérations effectuées dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 2.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Opérations effectuées dans l'établissement

Prescription contrôlée : Les seules opérations autorisées dans l'établissement sont, selon le type de déchet :

Type de déchet	Opérations
Déchets verts	- Regroupement - Pré-traitement : compostage - Transit
Bois	- Regroupement - Pré-traitement : broyage - Transit
DTQD	- Regroupement - Transit
Plastiques Papiers Cartons	- Regroupement - Pré-traitement : mise en balles - Transit
Matières impropres à la consommation ou à la transformation provenant de l'industrie des produits laitiers	- Pré-traitement : aspersion des produits conditionnés par du bleu de méthylène - Transit
Autres déchets	- Regroupement - Transit

Constats :

Il n'y a plus sur le site d'activité de traitement des déchets verts, des Déchets Toxiques en Quantité Dispersée et de traitement des matières impropres à la consommation ou à la transformation provenant de l'industrie des produits laitiers depuis plus de 2 ans. L'exploitant n'envisage aucune reprise de ces activités dans les 6 prochains mois.

Le bilan des activités en place est :

Type de déchet	Opérations	Réalisées
Déchets verts	- Regroupement - Pré-traitement : compostage - Transit	non non non
Bois	- Regroupement - Pré-traitement : broyage - Transit	oui non oui
DTQD	- Regroupement - Transit	non non
Plastiques Papiers Cartons	- Regroupement - Pré-traitement : mise en balles - Transit	oui non oui
Matières impropres à la consommation ou à la transformation provenant de l'industrie des produits laitiers	- Pré-traitement : aspersion des produits conditionnés par du bleu de méthylène - Transit	non non

Autres déchets	- Regroupement - Transit	oui oui
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

Nom du point de contrôle : Réception des déchets - conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 2.4.4.
Thème(s) : Risques chroniques, prise en charge des déchets
Prescription contrôlée : La réception des déchets se fait uniquement de 6h00 à 19h00 du lundi au vendredi inclus (éventuellement le samedi). Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la ville dans laquelle il se situe, la nature et la quantité de déchets, les modalités de transport, l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule, la référence du certificat d'acceptation préalable (pour les déchets visés à l'article 2.4.1. uniquement) et des observations s'il y a lieu. Cet enregistrement mentionnera également le lieu de stockage et la filière de valorisation ou d'élimination du déchet. Il est systématiquement établi un bordereau de réception. Les registres (éventuellement informatisés) où sont mentionnées ces données sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les déchets réceptionnés doivent systématiquement faire l'objet d'un contrôle visuel et d'un test de radioactivités pour s'assurer de leur acceptabilité. Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchets, le retour immédiat du déchet vers le dit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisés. La quantité, la nature, la provenance des déchets et les raisons de leur refus doivent être enregistrés. Les informations relatives à ce refus doivent être communiquées dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires. Le déversement des déchets acceptés se fera sur des aires adaptées aux manœuvres de déchargement des véhicules de collecte. Ces aires de déversement devront être étanches et résister au poids des véhicules en charge, aux chocs de déchargement et à l'abrasion que les déchets déversés pourraient provoquer. La surface de ces aires de déchargement devra être suffisamment lisse afin d'éviter l'accrochage de matière. Tout déversement en dehors de ces aires sera interdit. Il y aura sur le site une aire de déchargement pour chaque type de déchet (ordures ménagères, déchets industriels banals, déchets verts et gravats). .../...
Constats : L'activité du site se fait de 6h00 à 19h00, du lundi au vendredi. Chaque réception de déchets fait l'objet d'un enregistrement. Vu l'extrait du registre informatisé mis en place par l'exploitant correspondant à la journée du 11/04/22. Le registre reprend bien les informations suivantes : date et heure d'entre, nom et adresse du producteur du déchets, nature et quantité de déchets, les modalités de transport, l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule, la référence du certificat d'acceptation préalable, la conformité ou non, le lieu de stockage et la filière de valorisation ou d'élimination du déchet. Chaque réception fait l'objet d'un bon de réception matières et d'un contrôle visuel. Les non-conformités sont enregistrées, le déchet est déclassé et le producteur du déchet prévenu pour reprise du déchet à sa charge. Les déclassements de déchets sont enregistrés. Vu le bon de réception matière n° 143865 en date du 8/04/22 pour des déchets de cartons provenant de la société easy et contenant environ 25% de déchets non recyclables (plastiques, polystyrènes).

L'ensemble du site, et donc les aires de déversement, sont équipées d'un revêtement étanche (enrobés). Les aires de déversement sont clairement identifiées.

L'accès au site est équipé d'un pont bascule et d'un portique de détection de la radioactivité.

Une partie des déchets est stockée dans un hangar qui dispose d'alvéoles constituant des zones de stockages bien distinctes : 2 alvéoles de cartons, 2 alvéoles de plastiques et 1 alvéole de D.I.B.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 2.6.

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.

Constats :

L'exploitation du site se fait sous la responsabilité de Madame Chloé ROY assistée de M. Brice LORRY, chargé d'exploitation. 5 employés complètent l'équipe.

Les employés reçoivent à leur arrivée sous forme d'un "accueil-sécurité" une formation qui reprend les caractéristiques des déchets présents, les risques liés à ces déchets et les moyens de protection, les risques liés à la collecte, aux manipulations, déchargements, tri, stockage.

Une procédure spécifique à la présence de déchets interdits (référence MODOP / SMPR / SITUATIONS D'URGENCE ENSEMBLE DES METIERS 2019-09-13) est portée à la connaissance des employés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives au compostage de déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 19
Thème(s) : Produits chimiques, Dispositions relatives au compostage de déchets verts
Prescription contrôlée : 19.1. - Les amendements et compost sont fabriqués selon la technique des andains. Les andains sont espacés d'au moins 1 m. Leur hauteur est limitée à 3 m. L'exploitant met en place une consigne d'exploitation qui définit les conditions de mise en œuvre et de suivi de la fabrication. Ce suivi comprend notamment la surveillance de la température au cœur des andains. 19.2. - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires tout au long de son processus de fabrication de manière à assurer la traçabilité des déchets traités et de manière à maîtriser en permanence l'oxygénation des andains afin de garantir des conditions aérobies. Un registre d'exploitation est ouvert. L'exploitant y consigne tous les événements relatifs à la fabrication des amendements et compost. Y figurent notamment les données quantitatives relatives aux fabrications : entrées, sorties, stocks
Constats : Il n'y a plus d'activité de compostage de déchets verts sur le site. L'exploitant indique que la reprise de cette activité n'est à priori pas prévue, la configuration du site rendant cette activité contraignante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2010, article 2			
Thème(s) : Produits chimiques, Activités autorisées			
Prescription contrôlée :			
L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 est abrogé et remplacé par :			
Rubrique	A, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
167-a	A	Tri / Transit de déchets industriels.	25000 t/an
322-A	A	Tri / Transit de déchets ménagers et autres résidus urbains.	60000 t/an
2780-1-b	D	Installations de traitement aérobie (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation. Compostage de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires. La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t /j et inférieure à 30 t / j.	250 t/an 5 t/j
2260	D	Broyage de substances végétales et de tout produit organique naturel. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	200 kW
2410	D	Atelier où l'on travaille le bois (Broyage). La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 200 kW.	200 kW
2662-b	D	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ .	990 m ³
2663-2	NC	Stockage de pneumatiques usagés. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m ³ .	150 m ³
286	NC	Stockage et activité de récupération de déchets de métaux, d'alliages, d'objets et résidus métalliques.	30 m ²

329	NC	Stockage de papiers usés. La quantité emmagasinée étant inférieure à 50 tonnes.	49 tonnes
1432	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables, représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ .	Volume: 10 m ³ Capacité équivalente: 2 m ³
1434-1	NC	Installation de distribution de liquides inflammables. Le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence étant inférieur à 1 m ³ /h.	Débit: 0,9 m ³ /h
1530	NC	Stockage de bois, papiers, cartons, plastiques. La quantité stockée étant inférieure à 1000 m ³ .	Volume : 310 m ³

Constats : Les activités du site ont évolué sur les dernières années, un certain nombre de natures de stockages ne sont plus réalisées à ce jour.

Les activités constatées parmi celles reprises dans l'APC du 16 avril 2010 sont les suivantes :

- rubriques 167-a et 322-A : l'exploitant indique avoir traité environ 10.000 t de déchets type DIB en 2021 ;
- rubrique 2780-1-b : il n'y a plus d'activité de compostage sur le site depuis plusieurs années ;
- rubrique 2260 : il n'y a plus d'activité de broyage de substances végétales sur le site depuis plusieurs années ;
- rubrique 2410 : il n'y a plus de broyage de bois sur le site, mais seulement du tri, transit, regroupement (TTR) de bois qui est expédié sur le site de Noyelle-Godault pour broyage ;
- rubrique 2662-b : le stockage des matières plastiques est réalisé dans le cadre du TTR avant expédition sur le site de Noyelle-Godault. Le volume présent sur site est d'environ 200 m³ ;
- rubrique 2663-2 : il n'y a plus de stockage de pneumatiques sur site ;
- rubrique 286 : il n'y a plus d'activité de récupération proprement dite de déchets de métaux. Seuls les métaux issus des collectes sont traités dans le cadre du TTR avant d'être expédiés sur le site de Noyelles-Godault ;
- rubrique 329 : il n'y a plus de stockage de papiers usés sur site ;
- rubrique 1432 : une cuve de 2000 litres est présente sur site (carburant pour engins de manutention) ;
- rubrique 1434-1 : une installation de distribution est présente pour alimenter les 2 engins de manutention présents sur le site ;
- rubrique 1530 : du stockage temporaire de papiers, cartons, plastiques est réalisé dans le cadre des activités de TTR sur le site. Le volume constaté est inférieur à 1000 m³ (environ 500 m³).

Les DEEE relèvent aujourd'hui de la rubrique 2711 de la nomenclature.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet